



# La Lettre de l'UNSA-IESSA

Ingénieurs Electroniciens des Systèmes

de la Sécurité Aérienne

## Dernier obstacle : Matignon

**Le 4 mai dernier, le SG présentait aux OS le budget annexe de l'aviation civile (BACEA) pour les années 2015 et 2016. Un contexte économique favorable gommé par une politique hostile.**

### Des conditions économiques favorables.

Quelques éléments intéressants à retenir :

- Il existe un « *sous-financement structurel* » lié à « *une sous-tarifcation décidée pour des raisons politiques ou économiques* » ;
- 100 ETP de plus coûtent environ 4M€ par an ;
- Les dépenses de personnels pour 2015 ont été de 9M€ inférieures à celles initialement prévues, mais cette somme a été utilisée pour accélérer le désendettement de la DGAC.
- Le budget prévisionnel pour 2016 est en « *suréquilibre* » avec un excédent de recettes d'environ 51,9M€
- La DGAC a réduit sa dette de manière importante en 2015 et va continuer en 2016. Elle a réduit son recours à l'emprunt de 100M€ entre 2015 et 2014 et prévoit une diminution supplémentaire de 55,3M€ en 2016

Nul besoin d'être un expert-comptable pour constater que la DGAC va mieux, que le trafic repart, qu'elle a les moyens de continuer à se désendetter, arrêter la baisse des effectifs et proposer en même temps un protocole social significatif.

Et pourtant rien n'avance en matière d'effectif et d'accord social, au contraire malheureusement...

Les raisons ne sont plus économiques mais bien politiques.

### Un contexte politique préjudiciable.

Depuis des années, beaucoup au sein même de la DGAC se sont évertués à gommer toute spécificité, toute mise en avant des contraintes et sujétions liées à l'opérationnel, au temps réel. Il était de bon ton de faire de l'anti corporatisme dogmatique, de parler de mesures transverses, de s'opposer à toutes mesures spécifiques pour un corps ou pour des catégories de métier. Pour certains, il était même inacceptable que les IESSA puissent accéder au GRAF à travers l'opérationnel.

Aujourd'hui encore, on nous présente une prime unique pour les personnels techniques qui « *mutualiserait* » (comprendre gommerait) toutes les contraintes et renverrait en sous partie de prime les sujétions les plus spécifiques (privation du droit de grève, travail de nuit, responsabilités temps réels,...).

Il n'est donc pas surprenant qu'au plus haut niveau du gouvernement on ait « *oublié* » la spécificité de la DGAC et que nous soyons relégués à une administration standard et non prioritaire, assujettie aux mêmes contraintes interministérielles : baisses effrénées des effectifs et du budget de fonctionnement.

Les neuf mois de conflit chez les IESSA ont pourtant montré sans équivoque les spécificités, les sujétions et le service rendu par cette profession : très nombreuses astreintes en MO, en MS, pour les formations, les installations, nombreux retards générateurs de surcoût. Si besoin est, l'UNSA-IESSA mobilisera la profession sur une plus longue durée, et fera caler de nouveau, et pour de bon, la DSNA et la DGAC.